À QUELQUES JOURS DU MOIS DE RAMADAN

Les contrôleurs auront du pain sur la planche à Tiaret

Les organes de contrôle des pratiques commerciales et de la qualité des produits de consommation auront certainement du pain sur la planche durant le mois de ramadan où la spéculation, la fraude et la flambée des prix font inéluctablement bon ménage.

Les signes précurseurs d'un mois pas comme les autres sont déjà omniprésents si l'on tient compte du bilan des tournées effectuées par les agents de la direction du commerce, du 10 au 20 août, et qui n'ont pas été sans se solder par la notification de 22 PV avec la proposition de deux fermetures pour défaut de registre du commerce et non-respect des règles d'hygiène.

Cette même période a fait ressortir une augmentation sensible en matière des prix notamment pour les légumes et la viande, ont constaté les contrôleurs à travers les différents marchés de la ville.

Cela dit, en dépit des mesures préconisées par les services concernés et qui se résument, entre autres, en la constitution de 6 brigades d'intervention pour les pratiques commerciales et 5 autres pour le contrôle de la qualité, la mise en place d'une permanence opérationnelle même les jours fériés dotée d'une ligne téléphonique et l'intensification des campagnes de sensibilisation, certains commerçants en revanche n'hésitent pas à sortir leurs griffes aux dépens du consommateur déjà laminé par un pouvoir d'achat faible.

Selon le programme établi par la direction du commerce de la wilaya de Tiaret, les opérations de contrôle prévues pendant le mois sacré toucheront pratiquement toutes les activités liées à la consommation. Les marchés de fruits et légumes, les minoteries, les unités laitières, les boulangeries, les boucheries, les poissonneries, les limonaderies et autres commerces comme ceux des produits surgelés seront passés au crible à l'effet de parer à toute éventualité de dépassement ou de violation de la loi, nous fait-on savoir. Or ce qui fait la nouveauté n'est autre que l'importance accordée au contrôle de la pâtisserie orientale.

En effet, considérée comme source par excellence d'intoxication alimentaire, ce produit très prisé durant le carême est soumis à des conditions sans équivoque que ce soit pour les autorisations de vente, le respect des règles d'hygiène ou encore les ustensiles et les huiles utilisés.

Enfin, il convient de préciser que malgré l'arsenal de mesures concocté pour lutter contre les infractions, la mission des services concernés ne sera pas de tout repos face à une catégorie de commerçants sans scrupules et aux yeux desquels seul le gain facile compte.

Mourad Benameur

SKIKDA

Retraités ou «mouta... kaâdine» ?

Un retraité est par définition celui qui savoure un repos bien mérité après une vie de labeur, d'abnégation et de don de soi.

Le retraité c'est celui qui s'est consumé à petit feu, une vie durant, dans son créneau de prédilection, pour l'intérêt de l'humanité toute entière d'abord, pour que la vie continue dans la société dans laquelle il évolue, ensuite, par souci de contribution à un idéal social fait de bien-être et de prospérité et de sa famille. Enfin, en quête perpétuelle d'une amélioration des conditions de vie.

Le repos du guerrier, en quelque sorte ! Couvés et chouchoutés par la société toute entière ailleurs, en guise de reconnaissance mais aussi pour leur âge avancé, nos valeureux retraités sont-ils autant considérés ? On n'a qu'à regarder autour de nous pour s'en rendre compte ! Pensions de misère, chaînes interminables devant les bureaux de poste lors des virements, responsabilités familiales encore plus accentuées, inexistence d'infrastructures d'accueil et de prise en charge sociale et sanitaire et le mépris affiché à leur égard par une population toute entière, à commencer par les pouvoirs publics et l'ancien employeur qui les considèrent, une fois partis, comme étant des «mouta... kaâdine» — des morts assis — comme l'a si bien dit El Hadi B., un retraité très dynamique du secteur de l'agriculture qui, avec ses amis de fortune Mourad M. (impôts), Rabiî B. (Algérie Télécom), Salah B. (éducation), ou Mohamed K. (Protection civile) s'estiment être devenus par la force des choses et des évènements et de leur nouveau statut socioprofessionnel les «gardes champêtres» de la cité où ils résident tous, à savoir la cité des 500-Logements.

En effet, à Mila, les «morts debout», les jeunes et la population active d'une manière générale vivent le calvaire, la mal-vie et un vide social, culturel et intellectuel débilisant ; parler des morts assis ou «mouta... kaâdine» est une autre paire de manches encore plus dramatique !

A. M'haïmoud

BLIDA

Le wali inspecte les projets en chantier

Dans une sortie sur le terrain, effectuée dimanche et lundi derniers, le wali de Blida a eu à inspecter plusieurs projets en chantier à travers la wilaya, notamment les établissements scolaires en construction et les travaux de réaménagement de la ville.

La journée de dimanche a été consacrée à la visite de 20 CEM en construction dont un grand nombre est destiné à être opérationnel lors de la prochaine rentrée scolaire.

Ainsi, le wali a boosté les entrepreneurs en charge de la réalisation de ces établissements, les incitant à respecter les délais impartis. A ce titre et particulièrement à la commune de Ouled Slama, celui-ci tenait à ce que les travaux soient achevés le plus tôt possible. Pour ce faire, il a exigé à ce que la priorité soit donnée à l'achèvement des travaux du CEM, plutôt que ceux des logements de fonction du même établissement.

Sur un autre plan, le wali a été informé, lors de sa visite d'un CEM de 16 classes en construction à Ben Khelil dans la daïra de Oued El Alleug, des problèmes rencontrés au niveau des travaux d'assainissement par le fait que les buses soient à chaque fois endommagées en raison de l'affaissement du terrain. Dans la localité dite Zaouia, à 7 km au nord de Blida, le premier responsable de l'exécutif a interdit la poursuite des travaux d'un collège de 13 classes dont le taux d'avancement est estimé à 35 % et ce, en raison du non-respect des normes de construction. Les piliers sont trop petits pour supporter la charge du bâti, leur avait signifié le wali.

Dans le même sillage, ce dernier a inspecté, lundi, les travaux de réaménagement de la ville des Roses qui consistent en la reprise des trottoirs avec un matériau plus résistant. Aussi, les rues qui font l'objet de bitumage telles que l'avenue Ahmed-Meghrebi, rues de la Palestine, Chérif -Chalabi et Mohamed-Ouali ont été visitées par le wali. 35 milliards, telle est l'enveloppe financière consacrée à ces travaux pour lesquels un délai de 4 mois a été accordé.

Dans le même ordre d'idées, le wali a demandé la suspension des factures de l'entreprise qui a réalisé les travaux de réaménagement de la cité des 130-Logements à Ben-Boulaid dont il a constaté une mauvaise mise en œuvre.

Enfin, à la cité Strasbourg à Blida où le chef de l'exécutif avait contrôlé des travaux de réfection des trottoirs, les habitants de la berge de Sidi El-Kebir sont venus pour se plaindre des coupures d'eau qui, selon eux, durent depuis plus de quatre mois.

M. B.

TIZI-OUZOU

Des vacances pour les enfants orphelins et les démunis

Bien que la conjoncture qui lui est imposée depuis quelque temps ne lui permet pas de se déployer comme il l'aurait souhaité sur le terrain de l'action humanitaire, malheureusement de plus en plus étendu, le comité du Croissant rouge de la commune de Tizi-Ouzou ne s'en est quand même pas débrouillé comme il le pouvait au grand bonheur de dizaines d'enfants orphelins et démunis de Tizi ville et de sa périphérie.

Depuis le début de l'été, le président, S. Bouaziz, et ses jeunes collaborateurs et beaucoup de bénévoles ont actionné ce qu'ils appellent «le plan bleu» consistant à offrir des sorties à la plage au profit de pas moins de 350 enfants.

En effet, depuis le 17 juillet, à raison de deux fois par semaine, tous les samedis et mardis, ces bambins prennent la direction du Figuier, une plage de la wilaya de Boumerdès. Un plan coûteux pour le comité tizi-ouzéen du Croissant rouge, mais grâce à la précieuse contribution de la Direction de l'action sociale de la wilaya (DAS), l'APC et la Direction de la Jeunesse et des sports.

Des bienfaiteurs qui ont été pour beaucoup dans la matérialisation de ces sorties dont le coût est à 18 000 DA chacune. Des sorties qui paraissent tout ce qu'il y a de banal, mais pas pour ces gamins privés de tout.

Malika Amnache

BOUIRA

Les services de l'APC de Saharidj paralysés depuis samedi

Les travailleurs de l'APC de Saharidj, une commune située à 55 km à l'est de Bouira, sont en grève depuis samedi dernier pour protester contre le retard accusé dans le payement de leur salaire du mois d'août. Selon les travailleurs qui nous ont contacté, par le passé ils avaient l'habitude de percevoir leur mensualité dès le cinq de chaque mois, mais cette fois-ci et à ce jour ils n'ont rien touché, ce qui a généré un mécontentement chez les fonctionnaires, surtout à une semaine du début du Ramadan et de la rentrée sociale.

Selon un élu de cette commune, l'enveloppe financière qui a été allouée par l'Etat pour le payement des salaires est insuffisante ajoutant qu'une solution a été trouvée par le wali dès la première journée du débrayage, mais jusqu'à lundi le problème demeurait pendant au niveau de la trésorerie de la wilaya. Par ailleurs, le même élu a indiqué que par le passé, c'est le système de péréquation qui permettait le payement des salaires à partir du FCCL.

En tout état de cause, près de 60 travailleurs permanents de l'APC de Saharidj attendent le règlement de ce problème. D'ici là, c'est l'ensemble des services de cette APC qui sont paralysés ces derniers jours. Au même moment, nous avons appris que les ressources financières dont dispose la commune sont également insuffisantes ; ces dernières proviennent de la location des locaux de commerce attribués à des particuliers par le passé.

Une autre source a ajouté que le siège de l'APC serait sans électricité depuis près de six mois à cause du non-règlement de la facture d'électricité, qui s'élèverait à quelque 60 millions de centimes. Les protestataires sont déterminés à aller vers une grève illimitée au cas où une solution définitive n'est pas trouvée.

Amine Han